

Texte d'appel du congrès d'orientation 2015 du SNESUP

Le SNESUP tient son congrès dans un contexte de **crises** nationales et internationales, économiques, sociales, écologiques et politiques. Les **forces néolibérales** s'opposent au progrès social et combattent les alternatives politiques telles que celles proposées par le nouveau gouvernement grec qui se bat pour faire respecter les choix démocratiques de son peuple. La menace de l'extrême droite pèse de plus en plus sur l'Europe. Les fondements de la **démocratie** sont ébranlés.

En dépit de sanctions électorales sans appel aux dernières élections (municipales, départementales), le **gouvernement** persiste dans son orientation sociale-libérale, persévère dans la politique d'**austérité** et accentue sa politique fiscale au bénéfice des entreprises et au détriment des ménages et des services publics. Cette fuite en avant aggrave le chômage, affaiblit le niveau de vie des salariés du public et du privé et porte durablement atteinte aux droits sociaux élémentaires (santé, éducation, logement, culture, justice, code du travail et statuts, etc.).

Loin d'être « sanctuarisés », l'**Enseignement supérieur et la Recherche (ESR)** sont emblématiques de cette situation. Le Crédit impôt recherche (CIR) distribué aux entreprises sans effet significatif pour la recherche et l'emploi des jeunes chercheurs atteint 6 Md€, soit deux fois le budget du CNRS et la moitié du budget de l'ensemble des établissements d'Enseignement supérieur. En parallèle, alors que le nombre d'étudiants ne cesse de progresser, le budget de l'ESR diminue. Il frappe d'austérité l'ensemble des établissements et induit, pour la première fois depuis 1992, une baisse du nombre d'enseignants et d'enseignants-chercheurs titulaires. À ce jour enfin, et de façon scandaleuse, le ministère, n'a toujours pas notifié aux établissements leur dotation financière pour 2015 !

Face à cette politique dévastatrice, le SNESUP :

- appelle à des mesures d'urgence pour **relancer la démocratisation** de l'accès aux études supérieures et garantir la **pluralité de l'offre de formation** sur l'ensemble du territoire ;
- demande le véritable **rétablissement de la formation des enseignants** ;
- exige le retour à des **financements récurrents conséquents**, permettant aux équipes de recherche d'échapper aux effets délétères de l'incessante, et le plus souvent infructueuse, course aux financements sur projet (IDEX, ISITE, ANR, H2020, etc.) ;
- dénonce la territorialisation et la régionalisation du service public de l'ESR, conduites en particulier à travers la **mise en place forcée de regroupements** (COMUE, fusions, associations) ;
- revendique la **fin du gel des salaires**, une revalorisation des **carrières**, des améliorations des **conditions de travail** et des statuts (reconnaissance du doctorat, etc.) et un **plan national de résorption de la précarité** dans l'ensemble de l'ESR.

Le SNESUP appelle solennellement les personnels de l'ESR à se saisir de toutes les opportunités pour porter ces revendications.

Notamment, il appelle à brève échéance :

- **à la grève et aux manifestations intersyndicales et interprofessionnelles du jeudi 9 avril** ;
- à participer aux **élections nationales** du CNESER le 28 mai 2015 et du CNU (dépôt des listes en juin, scrutin à l'automne) ;
- à se saisir des **élections locales** dans les conseils centraux (CA et Conseil académique) pour y porter nos revendications et les valeurs de démocratie et de collégialité.

La construction d'alternatives passe par un engagement de toutes et tous dans l'action collective. **Se syndiquer et s'investir dans la vie syndicale** de son établissement en est une modalité.

Face à la crise du militantisme qui affecte aujourd'hui toutes les organisations syndicales, le SNESUP-FSU entend faire de ses modes de fonctionnement un exemple de **démocratie** et de **collégialité**. Il mobilisera plus que jamais son organisation et ses outils de communication au service d'une meilleure articulation de ses **interventions locales et nationales**, de la **défense des collègues** dans les établissements à la **construction d'alternatives** à l'échelle nationale et internationale.

Le congrès a élu la Commission Administrative, le Bureau National (prochaine lettre flash) et le Secrétariat National :

AUBRY Philippe ; BORNAIS Claire ; CHAMPESME Marc ; CHANTELOT Pierre ; CHARVIN Heidi ;
CHRISTOFOL Hervé, Secrétaire Général ; CORET Muriel ; DELEPOUVE Marc ; ENCLOS Philippe ;
MAILLARD Pascal ; ROGER Anne